



Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

14 rue de Paradis 75010 PARIS

Tél : 01 47 70 62 16

Courriel : secretariat@ujre.fr

Site : ujre.fr

Président d'honneur : Adam Rayski

Coprésidents : Jacques Lewkowicz, Claude Sarcey, Raymonde Baron

Présidente déléguée : Claudie Bassi-Lederman

Article à paraître dans la Tribune des débats du journal l'Humanité du 7 octobre 2024

La guerre entraîne la guerre

En septembre 1993, Bill Clinton, Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien et Yasser Arafat, président de l'OLP adoptaient les accords dits d'Oslo approuvés par la majorité des Israéliens, en vue de déterminer les conditions de la mise en place d'un État palestinien, seule solution permettant aux peuples israélien et palestinien de vivre en paix.

En même temps, nationalistes et intégristes religieux israéliens développaient une campagne prétendant que le Premier ministre, Rabin, avait bradé les intérêts israéliens, campagne qui a abouti à son assassinat en novembre 1995.

Netanyahou, devenu Premier ministre, rend les négociations pour la paix de plus en plus difficiles.

La mort de Yasser Arafat en 2004 et le retour aux affaires de Netanyahou en 2009 enterrent la possible solution politique à deux États.

D'un côté, un mouvement palestinien fracturé : une Autorité palestinienne discréditée auprès du peuple palestinien, le Fatah, partisan des négociations de paix éliminé militairement par le mouvement terroriste islamiste d'extrême droite, le Hamas.

De l'autre, des gouvernements israéliens successifs où droite, extrême droite et partis religieux gouvernent ensemble. Comme le Hamas, ils ne souhaitent pas la paix et accélèrent la politique de colonisation au sein des territoires occupés.

La radicalité de plus en plus meurtrière du Hamas mais aussi de l'ensemble des « proxy » de l'Iran (Hezbollah au Sud Liban, Houthis au Yémen) et l'extrême droitisation des gouvernements israéliens nous éloignent chaque jour d'une possibilité de paix dans cette région du monde.

Le 7 octobre 2023, le Hamas lance une attaque terroriste sans précédent sur Israël. Cet acte barbare blesse plus de 2 000 personnes, cause la mort de plus de 1 200 militaires et civils, dont des femmes, enfants, personnes âgées et prend près de 200 otages, essentiellement des civils, dont des femmes et enfants de diverses nationalités.

Personne mieux que les Israéliens eux-mêmes et que la diaspora juive dans le monde ne peut ressentir l'ampleur du cataclysme qu'a provoqué ce massacre et les incidences matérielles et psychologiques qu'il a occasionnées.

La riposte vengeresse et meurtrière du gouvernement israélien doit être condamnée sans réserve. Elle méprise la vie des otages et s'acharne sur la population palestinienne en Cisjordanie et surtout à Gaza où suite aux bombardements ininterrompus et à l'invasion militaire le bilan est dramatique. On évoque quelques 40 000 morts, essentiellement des civils dont énormément d'enfants.

Le conflit s'étend maintenant au Liban. Depuis le 8 octobre 2023, le Hezbollah pilonne de façon incessante la partie nord de l'État d'Israël, ce à quoi l'État hébreu répond par un intense bombardement quotidien sur le sud du Liban, au cours duquel le chef suprême de la milice chiite, Hassan Nasrallah, vient d'être tué.

La guerre entraîne la guerre. Elle sert les intérêts des deux parties et non des deux peuples :

- du Premier ministre israélien qui espère, via ces conflits, sauver sa tête suite, entre autres, à la décision de la Cour suprême d'invalidier une disposition majeure de la réforme judiciaire totalement antidémocratique.
- des groupes terroristes fascistes, financés par des États islamiques, qui tiennent toutes les populations de Gaza et du Liban sous leur diktat, leur rêve absolu étant de rayer Israël de la carte en jetant les Juifs à la mer. Nul ne peut prétendre qu'ils se battent pour le droit des Palestiniens à disposer d'un État démocratique et indépendant.

La position de l'UJRE, en tant qu'organisation juive, laïque et progressiste, n'a jamais varié : la communauté internationale, la France en particulier, se doit de réagir de toute urgence, après avoir totalement ignoré la question palestinienne, depuis plus de vingt ans.

L'urgence diplomatique est d'exercer une pression sur Netanyahu afin d'imposer le retrait immédiat de l'armée israélienne de la bande de Gaza et du Liban, et de reconnaître l'État palestinien. La création d'un État palestinien est la seule solution en faveur de la paix dans la région. ■

Claude Sarcey
Coprésident de l'UJRE
Pour le Bureau de l'UJRE
3 octobre 2024